

Convention collective départementale

IDCC : 887. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES, MÉCANIQUES,
ÉLECTRIQUES ET CONNEXES
(EURE)**

(1^{er} juillet 1976)

(Etendue par arrêté du 19 mars 1979,
Journal officiel du 18 mai 1979)

ACCORD DU 15 JANVIER 2009
RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS MINIMALES HIÉRARCHIQUES
POUR L'ANNÉE 2009
NOR : *ASET0950301M*
IDCC : 887

Entre :

L'UIMM,

D'une part, et

L'union des syndicats FO de la métallurgie de l'Eure ;

Le syndicat de la métallurgie de la Haute-Normandie CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Rémunérations minimales hiérarchiques

Les rémunérations minimales hiérarchiques correspondant aux coefficients de la classification découlant de l'accord national du 21 juillet 1975 modifié servent de base à la prime d'ancienneté prévue à l'article 15 de la convention collective de la métallurgie de l'Eure.

En application de l'accord national du 13 juillet 1983, modifié par l'avenant du 17 janvier 1991, elles sont adaptables à l'horaire de travail effectif et assorties des majorations de 5 % pour les ouvriers et de 7 % pour les agents de maîtrise d'atelier.

A compter du 1^{er} février 2009, la valeur du point, base 151,66 heures, pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures sera de 5,30 €.

Pour vérifier si le salarié a bénéficié de la prime d'ancienneté, telle qu'elle résulte du barème prévu à l'article 15 de la convention collective de la métallurgie de l'Eure, il sera tenu compte, notamment, de la valeur des éventuelles compensations pour réduction d'horaire accordées par l'employeur sur la prime d'ancienneté. La prise en compte, dans l'assiette de comparaison de la prime d'ancienneté, des éventuelles compensations pour réduction d'horaire portant sur la prime d'ancienneté, pourra s'effectuer même lorsque ces compensations ont été intégrées au salaire de base. Dans ce cas, la valeur de ces compensations sera communiquée au salarié sur sa demande.

Ces rémunérations minimales hiérarchiques serviront uniquement à la détermination de la base conventionnelle de la prime d'ancienneté.

Article 2

Rémunérations annuelles effectives

Le barème des rémunérations minimales annuelles garanties, créé par l'accord du 7 mai 1991 (en application de l'accord national du 17 janvier 1991 étendu) et applicable à l'ensemble des catégories de personnels visés par l'accord national du 21 juillet 1975 modifié relatif à la classification, est établi sur la base de la durée légale du travail.

Le barème, base 151,66 heures, pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures est, à partir de l'année 2009, le suivant :

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT hiérarchique	RÉMUNÉRATION ANNUELLE effective
I	1	140	16 070
	2	145	16 090
	3	155	16 110
II	1	170	16 305
	2	180	16 779
	3	190	17 328
III	1	215	18 907
	2	225	19 279
	3	240	20 344

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT hiérarchique	RÉMUNÉRATION ANNUELLE effective
IV	1	255	21 183
	2	270	22 184
	3	285	23 076
V	1	305	24 559
	2	335	26 700
	3	365	28 560
		395	30 956

Ce barème constitue la rémunération annuelle en dessous de laquelle ne pourra être rémunéré aucun salarié adulte ayant travaillé normalement toute l'année sur la base d'un horaire hebdomadaire de 35 heures de travail effectif (151,66 heures par mois).

Ce barème sera adapté proportionnellement à l'horaire de travail effectif de chaque mensuel et appliqué *pro rata temporis* en fonction des dates d'entrée ou de sortie, en cas de changement de classification intervenu en cours d'année ainsi qu'en cas de suspension du contrat de travail. Ses montants supporteront les majorations légales pour heures supplémentaires.

Conformément aux dispositions de l'article 5 de l'accord national du 17 janvier 1991 étendu, il sera tenu compte, pour l'application de ces garanties de rémunérations annuelles effectives, de l'ensemble des éléments bruts de salaires, quelles qu'en soient la nature et la périodicité, soit de toutes les sommes brutes figurant sur le bulletin de paie et supportant des cotisations en vertu de la législation de la sécurité sociale, à l'exception de chacun des éléments suivants :

- prime d'ancienneté prévue à l'article 15 de la convention collective territoriale des industries métallurgiques de l'Eure ;
- majoration pour travaux pénibles, dangereux, insalubres ;
- primes et gratifications ayant un caractère exceptionnel et bénévole.

En application de ce principe, seront exclues de l'assiette de vérification les participations découlant de la législation sur l'intéressement et n'ayant pas le caractère de salaire ainsi que les sommes qui, constituant un remboursement de frais, ne supportent pas de cotisations en vertu de la législation de la sécurité sociale.

Ces barèmes de rémunérations annuelles effectives sont sans incidence sur les rémunérations minimales hiérarchiques visées à l'article 1^{er}.

Article 3

Indemnité de panier

L'indemnité de panier prévue à l'article 20 de l'avenant n° 1 de la présente convention collective est portée à 7,48 € à compter du 1^{er} février 2009.

Article 4

Prévoyance

Les parties conviennent qu'un état des lieux des pratiques concernant la prévoyance telle qu'issue de l'accord du 12 juillet 2005 (capital décès, invalidité 3^e catégorie et/ou versement d'une rente d'éducation aux enfants à charge), dans les entreprises de la métallurgie de l'Eure, sera effectué.

Article 5

Le présent accord annule et remplace le précédent accord du 7 janvier 2008.

Article 6

Le présent accord sera déposé conformément à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Article 7

Les parties signataires sont convenues de demander l'extension du présent accord, étant rappelé que l'accord précédent du 7 janvier 2008 a fait l'objet d'un arrêté d'extension en date du 28 juillet 2008.

Fait à Evreux, le 15 janvier 2009.

(Suivent les signatures.)